

YANN COATANLEM

Directeur général de DataCore Innovations LLC, fondateur et président du Club Praxis, membre du conseil de GlassView et de la Paris School of Economics

L'utilité historique des institutions de Bretton Woods et du Consensus de Washington ne fait aucun doute, à mes yeux tout du moins. En outre, ils ont probablement fait preuve de plus de flexibilité qu'on leur reconnaît habituellement. Cependant, à la lumière de la nature mondiale de nombreuses crises, l'interdépendance croissante de nos sociétés, l'architecture de ce que l'on appelle l'ordre économique international doit être modifiée dans certaines zones-clé. Je voudrais faire deux propositions concrètes qui relèvent de l'intérêt général.

La première concerne la stabilité financière et macroéconomique et tente de ressusciter l'esprit du G20 de Pittsburgh. Il aurait été très utile pendant la crise de 2008 d'avoir un modèle de contagion financière mondiale. Comment pouvons-nous anticiper les effets dominos sur plusieurs partenaires, pays et régions du monde ? Des travaux ont déjà été menés au niveau national, en général à l'initiative d'une banque centrale (au Brésil par exemple). Dans l'Union européenne, le règlement européen sur les infrastructures de marché (EMIR) aurait à sa disposition la plupart des données nécessaires pour réaliser un tel exercice. Cependant, nous avons besoin d'un travail concret, et ce à l'échelle mondiale.

Il serait également utile d'avoir une échelle de mesure du risque extrême pour l'économie mondiale dans son ensemble et sur plusieurs dimensions : risque du marché, risque du crédit, risque du climat, risque de cybersécurité, risque opérationnel. L'idée n'est pas nouvelle : il existe des modèles et des tests pour les institutions considérées trop grandes pour faire faillite, il suffit de les réutiliser. Une fois que l'on obtient un chiffre de valeur à risque de crise pour l'ensemble du système financier, on aura également la capacité d'examiner et de choisir parmi tous les facteurs de risque et les institutions, pour pouvoir distribuer le risque là où c'est nécessaire. Bien sûr, cela implique de réaliser des tests de résistance bancaire pour tous les acteurs financiers, y compris le système bancaire parallèle, les États souverains et la FinTech.

Pour conclure ce point, avoir un référent commun pour le risque nous aidera à trouver des intérêts communs, ce qui je pense est la clé de la bienveillance internationale, pas les traités, les règles, la pression ou autre. L'intérêt commun peut changer l'équilibre du pouvoir, et c'est une des rares choses qui peut y arriver.

Ma deuxième proposition est l'égalité d'opportunité pour les entreprises, les pays et les individus. J'approfondis ces questions dans mon dernier livre, *Le Capitalisme contre les inégalités*, mais je vais vous citer quelques éléments importants.

D'abord, savez-vous que 1 % des entreprises contrôlent 98 % de tous les brevets utiles ? C'est un chiffre qui donne le tournis. Regardez la fascinante histoire des médicaments génériques aux États-Unis : lancés il y a 40 ans, ils représentent aujourd'hui 90 % du marché. Cela semble fantastique, n'est-ce pas ? Malheureusement, le coût des médicaments sur ordonnance a continué d'augmenter de façon globale et l'innovation a été découragée par la hausse des prix. Que s'est-il passé ? Les brevets ont été trop souvent utilisés à mauvais escient.

C'est un parfait exemple de rentes excessives, ce que les livres d'économie appellent les taxes privées. Les revenus rentiers qui vont vers le 1 % supérieur d'une économie sont supérieurs à ce que ce même 1 % paie en impôts pour la population générale ! Les calculs prouvent qu'au final, on a un résultat fiscal négatif en faveur du 1 % à cause des revenus rentiers ou taxes privées payées par la population générale. Cependant, l'équité, c'est également la lutte contre les externalités, en premier lieu le changement climatique. Devons-nous agir selon les recommandations de William Nordhaus, lauréat du Prix Nobel, en créant une structure de club, avec des amendes pour ceux qui ne respectent pas les critères d'admission dans le club, afin de pouvoir atteindre plus rapidement nos objectifs d'émission de carbone ? Ou faut-il créer un système de compensation pour les pays pauvres, comme le fond proposé par la COP27 ? Je pense que nous devrions faire les deux pour inclure une mesure d'équité dans le système sans trop perturber le signal de prix.

Je vais conclure sur l'égalité d'opportunité pour les individus. Je pense que la clé pour y parvenir, c'est d'optimiser le capital humain sur l'ensemble de la vie des citoyens. C'est une idée difficile à mettre en œuvre pour les gouvernements qui doivent planifier leurs actions à plus long terme. Ils vont devoir améliorer leur capacité d'évaluation des performances des politiques publiques, à la fois en termes de retour sur investissement, mais également en termes de justesse du système de protection sociale.

Je suis intimement persuadé que les modèles de big data à grande échelle peuvent bénéficier aux gouvernements tout autant qu'ils bénéficient à de nombreuses compagnies privées.

Jean-Claude Trichet, vice-président de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France

Merci beaucoup. J'entends votre message : concentrons-nous peut-être sur le maintien du G20, du Conseil de stabilité financière et de tout ce qui va avec pour que cela continue de fonctionner. Vous dites également qu'il faut maintenir les règles à un niveau mondial et ne pas détruire ce qui existe et qui continue d'exister au moment où l'on parle, même si ce n'est pas parfait. J'entends votre argument sur l'équité pour les entreprises et l'équité pour les individus, c'est également un message très important.